

L'UFAP UNSa Justice

BOYCOTTE LE CTSPIP DE REPLI!

Le 22 novembre 2022

Monsieur le Président,

L'UFAP UNSa Justice ne siègera pas au CTSPIP de repli de ce jour. **Même ordre du jour que le comité technique du 8 novembre, même déception au vu de l'absence de sujets d'envergure, même souffrance sur les terrains et donc même réponse de notre organisation syndicale !**

Un sentiment de vide ressort des thématiques abordées lors des derniers CTSPIP, ce qui ne rend pas hommage à la dignité d'une instance qui a pourtant été le lieu de nombreux débats capitaux au cours de cette mandature : RPO 2, Organigrammes de référence, Télétravail, gestion de la crise sanitaire et organisation des services pendant le COVID, loi de confiance, suivi des personnes condamnées pour violences conjugales, modifications statutaires des CPIP et des DPIP, revalorisations indemnitaires ... Autant de sujets sur lesquels l'UFAP UNSa Justice a travaillé avec combativité et pragmatisme.

Où sont-elles passées, ces questions essentielles et ces thématiques cruciales ?

Où sont passées les questions fondamentales au bon fonctionnement de nos services et aux conditions de travail des personnels ?

La DAP garde-t-elle sous le coude les sujets les plus importants en espérant pouvoir bénéficier d'un appui supplémentaire lors de la prochaine mandature ? **Attend-elle que son passe-plat préféré entre au CTSPIP, en dépit de ses critiques récurrentes sur une instance supposément inutile ? Attend-elle que le syndicat des cadres enrayer son déclin provoqué par des années de choix désastreux pour les DPIP et de trahisons pour les CPIP ?**

Il est vrai que ces deux organisations syndicales se débattent encore pour maintenir l'illusion qu'elles ont un bilan à présenter. Et cela, en dépit de 4 années de majorité au CTAP pour l'une et d'une seconde place au CTSPIP pour l'autre. **La première cache l'indigence de ses réalisations en usant jusqu'à la corde la rengaine « anti-UFAP » et en se noyant dans un océan d'insultes et de calomnies. La deuxième emploie la stratégie du « coucou », cet oiseau qui pond ses œufs dans le nid des autres, et s'attribue les mérites de combats qu'elle n'a pas menés, en particulier le passage en catégorie A et la revalorisation de l'IFSE de 200 euros en 2022.**

Monsieur le président, les personnels n'ont pas de temps à perdre avec vos calculs électoraux. C'est aujourd'hui qu'ils ont besoin d'une charge de travail décente, de conditions de travail dignes, d'obtenir une harmonisation des pratiques et un cadre clair sur leurs pratiques professionnelles, de justice sociale et salariale. **Ils n'ont pas davantage besoin d'un syndicat patronal démagogue et inconsistant ou d'une organisation qui a perdu ses repères au sein de la filière insertion et probation.**

Les personnels attendent :

- Un audit national des locaux des SPIP et une politique immobilière ambitieuse qui leur apportera des bâtiments sûrs et confortables ;
- Des ratios de prise en charge cohérents avec leur charge de travail véritable, une note encadrant (enfin!) les missions et les astreintes des agents DDSE ;
- Des organigrammes de référence pour les pôles administratifs et une réelle reconnaissance des métiers de ces derniers, ainsi que la fin de l'injustice indemnitaire dont ils sont victimes ;
- Un statut adapté aux missions de terrain des DPIP et qui valorise leurs différentes expertises.

C'est pourquoi, Monsieur le président, l'UFAP UNSa Justice sera au rendez-vous dès le mois de janvier pour rappeler à la DAP les véritables priorités du terrain et mettre sur la table les sujets de fond pour toute notre filière.

Vous la trouverez fidèle à elle-même : pragmatique, réaliste, combative, responsable et réformiste.

Les Membres UFAP UNSa Justice du CTSPIP

